

Initiatives ministérielles

M. Fisher: C'était en 1972.

Mme Campbell (Vancouver-Centre): C'était en 1975, et c'était fort juste.

Le premier ministre a d'abord cru que le libre-échange serait désastreux. Il pensait alors comme bon nombre d'habitants du centre du pays dont la première réaction est de protéger les fondements économiques de leur région. Mais l'une des grandes forces du premier ministre est sa capacité de réexaminer et de réévaluer ses propres points de vue.

Quand la Commission MacDonald a déposé son rapport et a fermement recommandé que le Canada négocie un accord de libre-échange avec les États-Unis, le premier ministre a fait preuve d'intégrité en réexaminant son propre point de vue et en reconnaissant que sa prise de position contre le libre-échange était peut-être fautive et que l'intérêt national serait mieux servi par la libéralisation des échanges entre le Canada et les États-Unis.

• (1740)

Les opposants au libre-échange avaient coutume de dire, par exemple, que 80 p. 100 de nos échanges avec les Américains se faisaient déjà sans barrières douanières. C'est là un chiffre bien trompeur, car c'était 80 p. 100 du commerce existant. Quel aurait pu être le volume des échanges? Dans quelle mesure le volume des échanges serait-il touché par la réduction des barrières douanières?

Dans ma propre province, la Colombie-Britannique, tous les partis politiques s'opposaient à la politique douanière nationale parce que le Canada compte beaucoup sur l'exploitation de ses ressources naturelles et qu'il peut sans problème vendre aux Américains ses matières premières non transformées. Mais dès qu'il s'agit de matières le moins transformées, il doit faire face à des barrières douanières.

Il est très difficile, par exemple, de supporter un tarif douanier de 19 p. 100 sur le zinc transformé et de rester concurrentiel. Il n'y a donc pas eu de commerce du zinc transformé entre les États-Unis et la Colombie-Britannique. On n'a donc pas tenu compte du commerce potentiel du zinc transformé quand on a dit que 80 p. 100 de nos échanges commerciaux se faisaient déjà sans ces obstacles tarifaires. Les 20 p. 100 qui restent offrent d'énormes possibilités de croissance et de développement.

Il est très intéressant de constater que, depuis l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange et depuis l'arrivée au pouvoir de ce gouvernement, l'économie de la Colombie-Britannique, entre autres, a connu une poussée remarquable. Ces barrières commençant à disparaître, les gens veulent investir en Colombie-Britannique et y instaurer une production à valeur ajoutée. Ma région a une immense dette morale envers Brian Mulroney, pour son courage.

Ce n'est pas seulement la signature de l'accord de libre-échange qui est en cause, mais aussi l'attitude du gouvernement en matière de développement économique régional. Le Programme de diversification de l'économie de l'Ouest est l'un des programmes les plus efficaces que le gouvernement ait jamais mis au point pour stimuler le développement économique. C'est un programme qui se marie bien avec le conservatisme fiscal de l'ouest du Canada. Nous sommes restés très attachés à nos racines de pionniers, dans notre région. Il y a beaucoup de gaspillage qui nous déplaît dans les dépenses gouvernementales, mais j'y reviendrai dans un moment.

Les subventions du Fonds de diversification de l'économie de l'Ouest sont presque toutes remboursables. Environ 75 p. 100 de ces subventions seront remboursées au gouvernement du Canada. Le pouvoir multiplicateur des subventions de ce fonds, par rapport au financement du secteur privé, est de un pour quinze. Je défie n'importe quel gouvernement du monde de prouver qu'il a créé une telle productivité. Cela signifie que chaque dollar investi dans un projet à partir des fonds publics est assorti d'un financement de 15 \$ du secteur privé.

Le Programme de diversification de l'économie de l'Ouest est non partisan et apolitique. En fait, les gens qui obtiennent de l'aide de diversification économique de l'Ouest—je rencontre beaucoup de ces personnes créatrices et compétentes qui ont besoin d'un petit coup de main pour ouvrir de nouveaux débouchés et construire des prototypes pour commencer à trouver des clients—me disent qu'il leur suffit d'avoir une approbation de diversification de l'Ouest pour obtenir un prêt d'une institution financière. Cela vous donne une idée de la valeur qu'on attache au processus d'approbation de la diversification de l'Ouest et de l'admiration qu'il suscite.

C'est un programme qui répond aux besoins particuliers de l'ouest du Canada. Depuis trop longtemps, nous n'avons été que des porteurs d'eau, des agriculteurs et des mineurs dépourvus d'occasions de diversifier notre potentiel, incapables de nous protéger contre les fluctuations du cours des produits internationaux. C'est un luxe que les gens du centre du Canada connaissent depuis très longtemps, mais que l'ouest du Canada n'a jamais pu s'offrir.